

Article 31 du Règlement

[Français]

LES ACHATS CHEZ NOUS

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, on ne saurait assez insister sur l'importance d'acheter au Canada. C'est la raison pour laquelle je désire souligner l'importance d'encourager les Canadiens à acheter chez nous.

Nous assistons actuellement à une reprise économique suivant une tangente régulière et ascendante. Nous devons donc demeurer vigilants afin de préserver cette remontée économique. Pourtant, certains aspects de notre économie ne sont pas assez protégés, ce qui pourrait handicaper cette reprise.

Voici un exemple: Plusieurs personnes choisissent de travailler au Canada où les salaires sont les plus élevés de l'Amérique du Nord. Pourtant, plusieurs d'entre eux dépensent ensuite l'argent gagné aux États-Unis, ce qui aura des répercussions négatives sur notre économie. Aucun pays ne peut résister longtemps à un tel régime.

Pour ce faire, j'invite les gens de toutes les régions confondues, et plus particulièrement ceux de mon comté de Québec-Est, à commercer avec confiance avec les leurs. Notre avenir économique dépend étroitement de la capacité que nous aurons à préserver nos acquis.

* * *

• (1410)

[Traduction]

L'AGRICULTURE

M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings): Monsieur le Président, l'Organisation de coopération et de développement économiques a récemment publié ses statistiques annuelles sur les subventions à l'agriculture et, encore une fois, ses données sont trompeuses.

L'OCDE prétend que les agriculteurs canadiens reçoivent 8,8 milliards de dollars en subventions. En réalité, il a été établi que cette somme est cinq fois supérieure au niveau réel de subvention. L'OCDE considère tout montant excédant le prix mondial d'un produit comme une subvention.

Sur le marché international, pour la plupart des produits, ce qu'on appelle le prix mondial est inférieur au coût de la production à cause des excédents subventionnés. Au Canada, le prix des produits est supérieur au prix

mondial pour la simple raison que le prix mondial est tombé au niveau le plus bas.

Si l'on suit le raisonnement de l'OCDE, on pourrait dire qu'un travailleur d'usine canadien est subventionné par le contribuable canadien, puisque l'ouvrier touche un salaire supérieur au taux de salaire mondial. La définition que l'OCDE donne au prix mondial déforme la réalité.

Quand ils achètent des aliments, les Canadiens obtiennent les meilleurs produits au monde: il s'agit de produits sains, de qualité et à bas prix.

* * *

[Français]

LE SÉNAT

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, depuis plusieurs mois, les Canadiens et les Québécois discutent de la réforme du Sénat. Dans *La Presse* d'aujourd'hui, un article écrit par Maurice Girard titre ceci: «Devrait-on abolir le Sénat, se demande Benoît Bouchard.» Et plus loin: «M. Bourassa, en ayant été très clair aujourd'hui, il peut déclencher un mouvement en faveur d'un Sénat plus équitable, c'est bien possible. Encore une fois, je pose la question: Est-ce qu'on ne devrait pas abolir tout cela? Ce serait beaucoup plus simple.»

Monsieur le Président, je suis en faveur d'un triple E. Premièrement, élection pour les sénateurs comme députés fédéraux, car il y en a plusieurs qui sont compétents; deuxièmement, éliminer; troisièmement, enfin, pour le bien des contribuables.

* * *

[Traduction]

LES RÉFUGIÉS

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, un Nigérian qui fait face à la déportation a cherché refuge dans la Collingwood United Church de Vancouver après avoir fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion au début de mai.

Steven Ogunwuyi, qui revendique le statut de réfugié, a été mêlé à la tentative de coup d'État qui a échoué au Nigéria en avril 1990. Amnistie internationale et le *Vancouver Refugee Council* s'opposent à son expulsion car les exécutions, la torture et les traitements inhumains sont manifestement le sort qui attend tous ceux qui ont tenté de renverser le régime dictatorial d'Ibrahim Babangida.